« Le Moyen-Orient est au cœur de notre Histoire »

PAR HENRY LAURENS

Depuis presque trois siècles, pour le meilleur et pour le pire, nous vivons dans une interaction permanente avec le Moyen-Orient. La géographie nous l'impose, l'Histoire nous y contraint.

Pour beaucoup de gens, les régions à l'intersection des trois continents de l'Ancien Monde seraient condamnées à vivre dans une situation de violence permanente. Après tout, nous avons connaissance des guerres des Égyptiens contre les Hittites ou des conquêtes d'Alexandre... Pourtant cette image est en partie fausse. Après la défaite des croisés en Terre sainte, les Francs ont été progressivement chassés de la Méditerranée orientale par les Mamelouks puis par les Ottomans. Il a bien existé une paix ottomane de près de trois siècles où il n'y a eu que des affrontements de pouvoirs locaux. C'est à partir de 1750 que la géopolitique mondiale se modifie radicalement. Les raisons : le sentiment fondé que l'histoire européenne du Nouveau Monde est en train de se clore et l'effondrement de la Perse séfévide et de l'Inde du Grand Moghol. Français et Anglais se combattent en Inde. Les seconds l'emportent et passent d'une action purement commerciale à la constitution d'un Empire territorial. L'Europe se trouve alors en situation d'hyperpuissance par rapport au reste de l'Ancien Monde. L'organisation liée à l'émergence de l'État moderne lui permet de projeter à longue distance des forces armées disciplinées. L'Empire ottoman paraît incapable de résister à la descente de la Russie vers le Caucase et les Balkans. On parle d'un partage de l'Empire ottoman entre la France, l'Autriche et la Russie. C'est la question politique centrale de la fin du siècle, suspendue par les guerres de la Révolution française en 1792.

LA PROTECTION DE LA ROUTE DES INDES

En se lançant dans l'expédition d'Égypte (1798-1801), la France révolutionnaire rouvre le dossier du partage de l'Empire ottoman et inaugure celui de la route des Indes. La Grande-Bretagne comprend le danger et forme une coalition comprenant l'Empire ottoman, la Russie et l'Autriche. Les Britanniques considèrent l'Empire ottoman comme la barrière indispensable pour la sécurité de la route des Indes. En conséquence, l'espace politique entre la Méditerranée et l'Indus entre dans celui de l'équilibre européen. Acteurs locaux et puissances extérieures construisent des alliances selon un double mécanisme d'ingérence et d'implication que l'on retrouve dans la phase suivante. L'épisode clé est constitué par la révolte grecque de 1821. Les puissances de la Sainte-Alliance ne veulent pas accepter un soulèvement révolutionnaire qui remet en cause l'ordre conservateur fixé par le traité de Vienne de 1815 (ratifiant la fin du Premier Empire). Mais elles doivent faire face à un puissant mouvement d'opinion publique dit « philhellène ». Finalement la France, la Grande-Bretagne et la Russie imposent une « médiation » qui fait passer les rebelles au rang de combattants légaux et aboutit à une action armée. En même temps, pour pouvoir être accepté dans l'espace politique européen, le nouvel État grec doit prendre la forme d'une monarchie confiée à un prince bavarois. On a là tous les éléments d'une « crise d'Orient » : désastre humanitaire, diplomatie émotionnelle, action des opinions publiques, interventions armées et règlements politiques imposés de l'extérieur. La révolte grecque est la première victoire du principe des nationalités sur le principe de légitimité défini à Vienne. Et le premier moment du démantèlement de l'Empire ottoman.

Suit la guerre de Syrie provoquée en 1831 par l'ambition du vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali. Ses armées vont jusqu'au centre de l'Anatolie et s'arrêtent devant la menace d'une intervention anglaise et russe. Le conflit reprend en 1840 et l'Égypte abandonne l'essentiel de ses conquêtes à la suite d'un soulèvement des populations syriennes aidées par la marine britannique. Comme la France soutenait l'Égypte, on est passé près d'une guerre européenne. Cette dernière éclate en 1854 quand la Russie attaque l'Empire ottoman qui obtient l'aide de la France et de la Grande-Bretagne. C'est la guerre de Crimée qui dure jusqu'en 1856. À cette occasion, les non-musulmans sont émancipés dans l'Empire ottoman, ce qui n'empêche pas les violences



OLIVIER ROLLER/DIVERGENCE

interreligieuses en Syrie et au Liban, aboutissant à une intervention militaire française au nom de l'Europe en 1860-1861. Puis vient un demi-siècle de paix dans le cadre d'une tutelle collective des puissances européennes sur l'Empire ottoman, dans un jeu complexe d'influences. Ainsi tout au long du XIXe siècle, la route des Indes et le sort de l'Empire ottoman ont modelé la géopolitique régionale.

LA QUESTION DE LA PALESTINE ET LE PÉTROLE

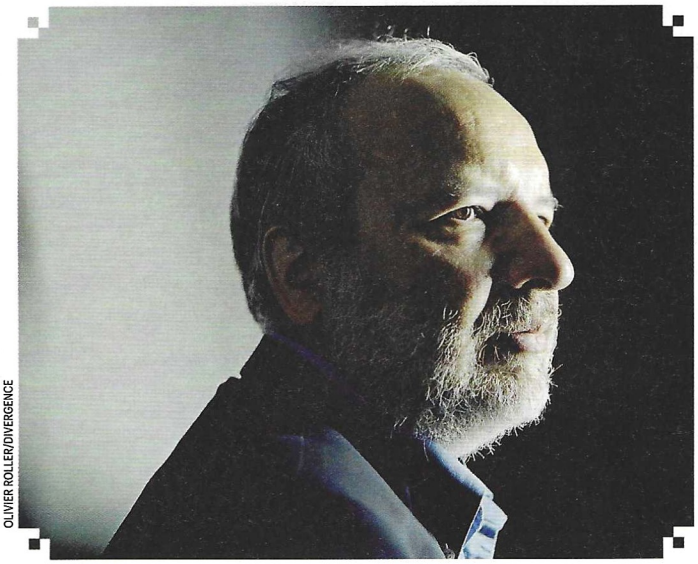
Entraîné dans la Grande Guerre, l'Empire ottoman défait est démembré. Ses provinces arabes sont mises sous mandats français et britannique. Le vrai sujet est désormais l'occidentalisation, c'est-à-dire la création d'États modernes, tels la Turquie ou l'Iran, sur une base nationale, d'où les violences ethniques que connaît en particulier l'Anatolie. Pour les Anglo-Saxons, ce qu'ils nomment « Moyen-Orient » correspond à un réseau de voies de communication reliant la Grande-Bretagne à l'océan Indien et au Pacifique. Cela comprend les voies maritimes, les lignes aériennes et les oléoducs. En effet, cette région est en train de devenir « le pays de l'or noir ». Face à cette domination franco-britannique, les nationalistes arabes peuvent avoir la tentation de chercher le soutien de l'Italie fasciste voire de l'Allemagne nazie, mais durant la Seconde Guerre mondiale ils découvrent la puissance américaine dont ils espèrent se servir pour se libérer.

Pour les Américains, le Moyen-Orient va alors du Maroc aux frontières de l'Inde. En 1945, les Français sont politiquement éliminés, mais la région est prise dans le conflit majeur lié à la question de la Palestine. Lors de la première guerre israélo-arabe, les Arabes se trouvent seuls face à un mouvement sioniste soutenu par les États-Unis, le bloc soviétique et la France. Certains des pays arabes indépendants se tournent ensuite vers le bloc de l'Est pour obtenir de l'armement et un soutien politique. La question de la Palestine se mélange ainsi de façon inextricable à la guerre froide, créant une scène politique confuse : tous les États arabes contre Israël, mais ces mêmes États sont divisés entre pro-Occidentaux et pro-Soviétiques. Le pétrole est aussi devenu un enjeu majeur, parce qu'il donne à certains les moyens d'une grande politique et force d'autres à avoir besoin d'une protection étrangère contre les convoitises des voisins. Le Liban devient une terrible caricature de cette situation. Chaque force politique reçoit le soutient d'une ou de plusieurs puissances. La question palestinienne s'y transfère avec l'installation à Beyrouth de la direction palestinienne au début des années 1970. La guerre civile (1975-1990) prend ses origines aussi bien dans sa politique intérieure (refus du « maronitisme politique ») que dans la projection sur son sol des conflits régionaux, pris ensuite en charge par des milices dont l'intérêt va contre le rétablissement de l'autorité de l'État. La guerre se termine par une intervention syrienne cautionnée par la « communauté internationale ». Elle annonce la mise en place d'un système milicien qui proliférera dans le reste de la région.

L'année 1979 voit l'émergence de la configuration actuelle avec la révolution islamique iranienne, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et la guerre Irak-Iran l'année suivante (première guerre du Golfe, 1980-1988). La révolution islamique a l'ambition d'établir une hégémonie iranienne chiite sur l'Islam. Cela provoque une réaction sunnite qui trouve une expression dans le djihad afghan contre les Soviétiques et se transforme en « djihad international », la décennie suivante faisant des Occidentaux, des Israéliens et des chiites les ennemis. Les conflits se poursuivent avec une deuxième guerre du Golfe (1990-1991) puis une troisième à partir de 2003. La guerre civile syrienne qui éclate en 2011 prend toutes les caractéristiques d'une crise d'Orient : désastre humanitaire, diplomatie émotionnelle, déstabilisation régionale, interventions étrangères et recherche d'une solution politique.

DANS L'ATTENTE D'UNE SOLIDARITÉ PACIFIQUE

L'usage au XXIe siècle est de dire en français « Afrique du Nord/Moyen-Orient » (Anmo) et en anglais « *Middle East and North Africa* » (Mena). C'est un concept géopolitique. On peut le définir par sa position de charnière des trois continents et de proximité avec l'Europe, par le fait que la population musulmane constitue la majorité et que tous les conflits y impliquent à titre divers des acteurs locaux, régionaux et internationaux aux alliances parfois changeantes. Ces alliances imposent l'élaboration de discours les légitimant (solidarité islamique ou arabe, luttes contre le terrorisme, etc.) et la définition d'intérêts majeurs mais néanmoins fluctuants. Ainsi, pour le meilleur et pour le pire, nous vivons dans une interaction permanente avec cette région du monde tourmentée. La géographie nous l'impose, l'Histoire nous y contraint. Ce qu'il faut espérer c'est que ces enchaînements infernaux d'ingérences, d'implications et d'interactions cessent pour laisser la place à une solidarité pacifique. C'est l'enjeu du XXIe siècle. ●



OLIVIER ROLLER/DIVERGENCE

L'HISTORIEN DU MONDE ARABE

Né en 1954 à Neuilly-sur-Seine (92), Henry Laurens a dirigé le Centre d'études et de recherche sur le Moyen-Orient contemporain, à Beyrouth, et occupé les fonctions de directeur scientifique à l'Institut français du Proche-Orient. Depuis 2003, il est professeur au Collège de France, à Paris, titulaire de la chaire Histoire contemporaine du monde arabe. Henry Laurens est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *les Crises d'Orient* (2 tomes, Fayard, 2017 et 2019) et *Orientales* (CNRS Éditions, 2019).